

Haro sur ces Suisses « irresponsables » qui ont jeté une grenade dégoupillée au beau milieu du marché des changes ? Au contraire, l'abandon d'une manipulation de plus par une banque centrale doit être salué. « Je suis suisse ». Parti pris.

- « *Les pertes sur le trading de devises peuvent excéder le capital investi* » : cet avertissement accompagnait les publicités pour le courtier en devises FXCM tournant en boucle sur BFM Business, la radio en images qui déblatère à longueur de journée au rythme des marchés financiers. Le 15 janvier, après la décision brutale de la Banque nationale suisse de lâcher le « peg » (lien fixe) entre le franc suisse et l'euro, FXCM a annoncé une « *perte potentielle* » de 225 millions de dollars sur les comptes de ses clients. En chute de 90 % à l'ouverture, l'action FXCM a été suspendue de cotation à la bourse de New York et le courtier, qui avait réalisé un volume de transactions de 1 400 milliards de dollars l'an dernier, a reçu une injection d'urgence de 300 millions de dollars (à un taux d'intérêt de 10 % tout de même) de Leucadia National Corp., sous l'œil attentif de la Réserve fédérale de New York.

« *Les devises ne bougent pas beaucoup. S'il n'y avait pas d'effet de levier, personne ne jouerait* », a avoué le patron de FXCM, Drew Niv, cité par l'agence Bloomberg. C'est-à-dire que pour tirer profit d'une variation de changes entre deux monnaies de quelques dizaines de points de base (un centième de un pour cent) les bons jours, il faut jouer dix fois, vingt fois, pourquoi pas cent fois, la mise effective. À découvert. Pour ceux qui jouaient le franc suisse à la baisse, en se reposant sur l'engagement de la BNS à maintenir, comme elle le faisait depuis quarante mois, le cours plafond du franc suisse à 1,20 pour un euro, l'envolée brutale de la devise helvétique, qui a atteint jusqu'à 40 % en quelques minutes, un mouvement sans précédent historique sur une devise forte, c'était l'explosion en vol.

D'autres courtiers importants comme IG ou Swissquote ont également subi des pertes. Il serait curieux que la poignée de banques géantes qui dominent le marché international de changes sortent indemnes de cet épisode. Les informations de marché font état de 150 millions de dollars de pertes chez Citigroup et autant pour Deutsche Bank, un peu moins pour Barclays. Parmi les fonds spéculatifs, comme à chaque événement de marché majeur, il y aura des blessés et peut-être des morts. Et la liste des victimes ne s'arrête pas là. Ainsi des gogos à la tête des collectivités locales françaises qui avaient fait confiance à feu Dexia pour emprunter à bon compte... en franc suisse. Le président du conseil général de l'Ain vient d'inviter l'État français à la « *vigilance* » sur les conséquences de la décision de la BNS. Autrement dit, un appel au contribuable français à payer pour ses propres âneries ou celles de ses prédécesseurs.

Habitué à être cajolé par les banques centrales « nouvelle manière », les opérateurs de marché sont « *indignés* » par le comportement « *irresponsable* » de la BNS, qui a agi sans crier gare (comme si cela était possible), en pleine séance au lieu d'attendre le week-end comme font les gens bien élevés. « *Scandale* », s'écriait vendredi le commentateur vedette de BFM Business, Jean-Louis Cussac, « *trader pour compte propre* » (il joue l'argent de la maison) chez Perceval Finance. Il est loin en effet le temps où Alan Greenspan, le souffleur de bulles spéculatives resté dix-sept ans à la tête de la Réserve fédérale des États-Unis, estimait que si on l'avait compris, c'était qu'il s'était mal exprimé. Désormais, c'est-à-dire surtout depuis l'éclatement de la crise financière globale, les banquiers centraux vivent à l'heure de la « *forward guidance* » (qu'on peut traduire par lignes directrices). Non seulement on doit fournir la dope aux marchés en quantité illimitée (c'est à quoi se résument les politiques monétaires dites « *non-conventionnelles* ») mais il faut leur épargner toute mauvaise surprise. Discours innombrables, conférences de presse, publication des « *minutes* » des débats internes aux instances de décision, l'heure est à la « *transparence* ».

Et voilà que trois Helvètes, dont personne ne connaît les noms, ni où et quand ils se réunissent, décident sans prévenir de jeter une grenade dégoupillée au beau milieu de la place du marché. Christine Lagarde, l'inénarrable directrice générale du Fonds monétaire international ([lire ici](#)), a jugé la décision de la banque centrale de la Confédération « *un peu surprenante* ». Un euphémisme puisque (presque) personne n'avait rien vu venir et surtout pas elle. Réservant son jugement sur le fond avant d'en parler avec Thomas Jordan, le président de la BNS, « la marquise » s'est offusquée de ne pas avoir été avertie préalablement. « *J'ai trouvé un peu surprenant qu'il ne m'ait pas contactée* », a-t-elle dit.

Mais « Miss Lagarde » trouve parfaitement à son goût la politique irresponsable des banques centrales des principaux pays, à commencer par celle des États-Unis qui l'ont faite « reine », à l'origine il y a trois ans de la décision de la Suisse, petite économie largement ouverte sur le vaste monde et dotée d'une monnaie refuge, de bloquer la hausse irrésistible du franc suisse. Si la BNS a eu un tort, c'est de ne pas sortir plus tôt du « peg » avec l'euro décidé par l'ancien président Philippe Hildebrand, auquel la décision avait d'ailleurs coûté sa place, son épouse n'ayant alors rien trouvé de mieux à faire que d'en tirer un avantage financier.

«Le boulot d'une banque centrale n'est pas d'enrichir Wall Street»

Comme l'écrit dans *Le Temps* l'économiste Nuno Fernandes, professeur à l'IMD de Lausanne et adversaire du « peg » dès l'origine, « *le bilan de la BNS a doublé au cours des trois années écoulées, depuis l'introduction du taux plancher, pour atteindre un montant incroyable de 500 milliards de francs, équivalent à 100 % du PIB de la Suisse. En pourcentage du PIB, c'est trois fois plus que la moyenne des autres banques centrales comme la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale américaine et la Banque du Japon. Cela signifie que la BNS est vulnérable et extrêmement exposée. Au taux de change actuel de 1,1 franc par rapport à l'euro, la BNS serait officiellement en faillite s'il s'agissait d'une banque normale. Aujourd'hui, avec la réévaluation de 20 % du franc, la banque a perdu près de 100 milliards de francs. Ses capitaux propres ont chuté de près de 70 milliards de francs à une valeur de marché négative d'environ 20 milliards de francs* ». Une performance !

Les « indignés » des marchés financiers ont surtout fait, une fois encore, la démonstration de leur panurgisme congénital, de la piètre qualité de leur information et surtout, de leur foi aveugle dans le pouvoir prométhéen des banquiers centraux, du « maestro » déchu Alan Greenspan à l'obscur Thomas Jordan aujourd'hui. Alors qu'il s'agit d'une bande de malvoyants sans canne blanche claudiquant vers une porte de sortie qui n'existe pas ([lire ici](#)). « *Un mouvement significatif devrait se manifester rapidement pour le franc suisse par rapport à l'euro* », écrivait pourtant en décembre Brian Whitmer, éditeur de la lettre mensuelle de Elliott Wave International, la première firme mondiale d'analyse financière indépendante. « *La BNS va abandonner le peg dans l'espoir de protéger ce qu'il peut lui rester en actifs sains*. » Selon lui, « *la déflation (en Europe) va persister et la banque centrale la plus conservatrice au monde s'est simplement gavée, comme tout le monde, d'actifs risqués*. » « *La BNS tente de maintenir un lien fixe qui va devenir intenable lorsque la déflation et la dépression vont frapper* », concluait-il. On peut débattre de la réalité du danger de déflation ([lire ici](#)) mais il avait mis dans le mille.

La faute de la BNS est d'avoir rompu avec une tradition nationale helvète, comme l'explique fort bien le très libéral Charles Gave, qui a accueilli avec enthousiasme l'abandon du « peg », devenu au demeurant de plus en plus impopulaire chez les économistes helvètes. « *Ces ignorants de Suisses tout juste descendus de leur montagne où l'on survit difficilement à l'hiver, conservent de forts penchants néandertaliens et n'ont jamais prêté la moindre attention aux éminences qui enseignent l'économie à Princeton ou Cambridge. Si étrange que cela puisse paraître, ils croient encore à ces notions bizarres que sont une monnaie solide, des budgets en équilibre, la démocratie locale et le besoin d'épargner pour financer les investissements.* »

« *Bien sûr*, poursuit le cofondateur de la société de recherche économique Gavekal, *les Suisses payent cet obscurantisme au prix fort. Par exemple, depuis l'introduction des taux de changes flottants en 1971, le franc suisse s'est apprécié de 4,3 CHF à 0,85 CHF pour un dollar US et de 10,5 CHF à 1,5 CHF pour une livre sterling. Naturellement, cette réévaluation chronique a détruit la base industrielle de la Suisse aux bénéfices des producteurs britanniques.* » Euh..., pas vraiment. « *Depuis 1971, le ratio bilatéral mesurant la production industrielle est passé de 100 à 175... en faveur de la Suisse.* » C'est sans doute par patriotisme que Charles Gave ne fournit pas la comparaison avec la France, ce junkie de la dévaluation (jusqu'à l'entrée dans le processus de construction de la monnaie unique) dont la base industrielle est encore plus faible que celle du Royaume-Uni.

Pour les Suisses, il était acceptable de lier le franc à l'euro tant qu'il était géré comme le Deutsche Mark. Mais maintenant qu'il se met à ressembler à la lire sous la férule de l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, « *Draghi le dérivé* », ils ont conclu que cette liaison devenait dangereuse. Alertés par le récent jugement de la cour européenne de justice qui ouvre la voie à « l'assouplissement quantitatif » par la BCE dès le 22 janvier prochain et peut-être aussi par leurs amis de la Bundesbank qui partagent leur conception « *rétrograde* » de la monnaie, les Suisses, approuve Charles Gave, « *ont décidé de couper la queue du chien d'un seul coup plutôt que par petits bouts, pour éviter au pauvre animal de souffrir inutilement* ». À la veille du week-end, la monnaie unique poursuivait sa dégringolade, passée sous 1,15 dollar pour un euro.

En outre, poursuit-il, « *malgré ce que pense Wall Street, le boulot d'une banque centrale n'est pas de faire la fortune des banquiers d'affaires. Apprendre à ces gars que personne ne doit jamais croire un banquier central, sauf s'il veut mourir dans la misère, est une leçon qui devait être à nouveau enseignée* ». Et finalement, « *les banquiers centraux de la BNS sont arrivés à la conclusion que gérer une économie avec un faux prix en guise de taux de change n'avait jamais marché dans le passé et que plus vite ce taux reviendrait à un niveau déterminé par le marché, meilleur ce serait pour une allocation efficace du capital en Suisse et le bien-être à long terme de l'économie suisse* ». Conclusion de Charles Gave : « *Pour la première fois depuis des années, quelqu'un mène la charge en faveur du marché libre. Je me sens beaucoup mieux.* » Il n'est pas le seul : « *Je suis suisse.* »